



HAL
open science

Interpréter changements et continuités en Allemagne : un retour à l'approche gerschenkronienne de l'histoire

Kevin Guillas-Cavan

► **To cite this version:**

Kevin Guillas-Cavan. Interpréter changements et continuités en Allemagne : un retour à l'approche gerschenkronienne de l'histoire. Encyclo. Revue de l'école doctorale Sciences des Sociétés ED 624, 2017. hal-01728731v1

HAL Id: hal-01728731

<https://u-paris.hal.science/hal-01728731v1>

Submitted on 12 Mar 2018 (v1), last revised 18 Mar 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

KEVIN GUILLAS-CAVAN*

**INTERPRÉTER CHANGEMENTS ET CONTINUITÉS
EN ALLEMAGNE : UN RETOUR À L'APPROCHE
GERSCHENKRONIENNE DE L'HISTOIRE****

Du point de vue de l'histoire économique comme de sa théorie, les années 1970-1980 représentent une rupture majeure obligeant à remettre sur le métier le modèle alors dominant de théorie de la croissance, dit de Solow-Swan¹, selon lequel, à long terme, la croissance ne découle que du progrès technique – les autres facteurs de production, capital et travail, atteignant rapidement un plafond. Deux pays de développement égal auraient ainsi le même taux de croissance : celui du progrès technique, dont la diffusion parmi eux serait homogène.

Si ce modèle pouvait fort bien expliquer que des pays en rattrapage connaissent des taux de croissance plus forts, bénéficiant des avancées techniques de l'étranger, les événements des années 1970 ont multiplié les anomalies et forcé à un changement de paradigme. Le tournant libéral impulsé par Thatcher et Reagan avait en effet inversé la tendance visible de l'après-guerre² : la croissance relativement forte de l'Europe continentale par rapport aux pays anglo-saxons faisait place à une période de croissance molle tandis que les politiques libérales anglo-saxonnes portaient leurs fruits. Ce différentiel de taux de croissance à l'avantage des États-Unis, alors même qu'il s'agissait du pays le plus avancé techniquement, a suscité l'interrogation³ : le choc

* Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces » (LADYSS), Université Paris Diderot – Paris 7.

** Cette version de l'article constitue une version extrêmement remaniée et enrichie de la version présentée le 21 septembre 2015. Cette version enrichie et plus axée sur les questions d'utilisation de l'histoire doit beaucoup aux discussions que nous avons pu avoir durant cette journée d'étude et j'aimerais remercier l'ensemble des participants et des organisatrices ainsi que mon discutant, Rémi Zanni, pour leurs remarques très pertinentes. Je remercie aussi vivement Axelle Brémont qui a bien voulu prendre de son temps pour critiquer jusqu'à l'épuisement cet article.

¹ Robert SOLOW, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, 1956, 70/1, p. 65-94, et Trevor SWAN, « Economic Growth and Capital Accumulation », *Economic Record*, 1956, 32/2, p. 334-361.

² Thomas PIKETTY, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 161-164.

³ Kōzō YAMAMURA, « Confronting the past and the future », in Kōzō YAMAMURA & Wolfgang STRECK (dir.), *The end of diversity*, Ithaca, Cornell University Press, 2003,

pétrolier, toujours selon le modèle de Solow-Swan, aurait dû entraîner un ralentissement généralisé de la croissance, si bien qu'émergeait l'idée que des facteurs nouveaux, qui avaient échappé au modèle, devaient désormais être pris en compte.

En l'occurrence, la reprise plus rapide des États-Unis et du Royaume-Uni semblait mettre en lumière l'existence d'avantages institutionnels⁴ : les auteurs néoclassiques⁵ et libéraux⁶ concluent que la croissance est structurellement plus forte dans les pays anglo-saxons car ceux-ci disposent de meilleures institutions que les États du Continent. Le système de *common law* en particulier, garantissant mieux les droits de propriété et les mettant à l'abri de l'ingérence de l'État, développerait des marchés financiers plus efficaces car il permet, par la participation du plus grand nombre, une plus grande efficacité informationnelle et, *in fine*, une allocation rapide du capital vers les projets générant le plus de croissance⁷.

Face à ce récit dominant dans un certain pan de la science économique, la suite de l'article montre que le cas allemand constitue un défi, que l'approche dominante a souvent préféré ignorer (section 1). Pour cette même raison, il a constitué une ressource pour les chercheurs soucieux de développer une vision plus riche du rôle des institutions. Si les différents courants institutionnalistes extérieurs à l'économie néoclassique s'entendent sur une série de faits saillants expliquant la spécificité de la trajectoire allemande, tous ne s'accordent pas sur le statut théorique de ces faits (section 2). Les différentes manières d'appréhender la nécessité, la cohérence et le caractère systémique de ces faits historiques stylisés correspondent à autant de conceptions de l'histoire par les courants institutionnalistes de l'économie. Les sections 3 à 5 présentent successivement les trois grands courants institutionnalistes distingués par Peter Hall et Rosemary Taylor⁸.

p. 115-146.

⁴ Rolf WEDER, Herbert GRUBEL, « The new growth theory and Coasean economics : institutions to capture externalities », *Weltwirtschaftliche Archiv*, 1993, 129/3, p. 488-511.

⁵ Oliver WILLIAMSON, *Markets and Hierarchies*, New York, The Free Press, 1975 ; Douglas NORTH, Robert THOMAS, *The Rise of the Western world*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973 ; Douglas NORTH « Economic Performance through Time », *American History Review*, 1994, 84, 3, p. 359-368.

⁶ Friedrich HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, Chicago, University of Chicago Press, 3 vol., 1973, 1976 et 1979.

⁷ Barry WEINGAST, « Constitutions as governance structures : the political foundations of secure markets », *Journal of institutional and theoretical economics*, 1993, 149, p. 286-311.

⁸ Peter HALL, Rosemary TAYLOR, « Political science and the three new institutionalism »,

La dernière section argumente que l'approche la plus ancienne, l'institutionnalisme historique, notamment dans sa version inspirée des travaux d'Alexander Gerschenkron mérite d'être réhabilitée⁹. Quoique son caractère fonctionnaliste, lui ait parfois valu d'être taxée de simplisme par les approches plus modernes, nous montrons que ce fonctionnalisme ne saurait être réduit à un déterminisme : d'autres voies eussent été possibles et des forces sociales contradictoires auraient tout à fait pu empêcher l'émergence de complémentarités fonctionnelles (au sens de qui fonctionnent bien)¹⁰. Néanmoins, si ces complémentarités institutionnelles doivent largement leur émergence au hasard et à une conjoncture particulière, leurs effets sont persistants. Ainsi, l'approche gerschenkronienne présente l'avantage de parvenir à la fois à expliquer les performances allemandes de l'après-guerre et la forme particulière que prennent en Allemagne les grands mouvements de transformation de l'ensemble des économies capitalistes, alors que les approches alternatives peinent à expliquer la radicalité des changements qu'a connus la RFA depuis la Réunification et la vague de déréglementation des gouvernements Schröder.

La question allemande, un défi aux théories de la croissance néo-classique

Si les thèses néoclassiques évoquées ci-dessus se prévalent de résultats empiriques¹¹, l'Allemagne résiste cependant largement à la causalité avancée entre la common law et les performances supérieures des pays anglo-saxons à la majorité des pays européens. De ce fait, la RFA a largement été utilisée par les chercheurs critiques des années 1970-1980¹². Le succès économique insolent de la RFA, alors même qu'elle restait dotée d'un système social étendu et généreux, en a fait une sorte

Political studies, 1996, 44/5, p. 936-957.

⁹ Alexander Gerschenkron jouit toujours d'une certaine notoriété dans l'économie du développement et notamment dans les pays émergents. Dans les pays occidentaux, il a été relativement oublié en dépit de son influence majeure dans les années 1960 et 1970. Sur cette influence et les tentatives récentes de réhabiliter et rénover sa pensée dans lesquelles s'inscrit cet article, cf. notamment Douglas FORSYTH, Daniel VERDIER (dir.), *The origins of national financial systems: Alexander Gerschenkron Reconsidered*, Londres, Routledge, 2003.

¹⁰ Comme le rappelle la célèbre étude de Gerschenkron sur l'industrialisation ratée de l'Autriche Alexander GERSCHENKRON, *An economic spurt that failed : four lectures in Austrian history*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

¹¹ Rafael LA PORTAL *et al.*, « Law and Finance », *Journal of Political Economy*, 1998, 106, p. 1113-1155.

¹² Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

d'idéal-type alternatif au « tout-marché » thatcherien ou reaganien, une sorte de capitalisme « à visage humain » qui a eu une très grande influence en France¹³. Les performances allemandes ont donné lieu à de multiples études visant à expliquer pourquoi les institutions allemandes étaient en mesure non seulement de compenser leur infériorité théorique par rapport au régime anglo-saxon de concurrence et de *common law*, mais encore de le surperformer¹⁴. Là encore, dans une sorte de fuite en avant permanente, la théorie néo-classique, plutôt que de considérer que le contre-exemple allemand invalidait le lien de causalité entre *common law*, déréglementation et croissance, préférait supposer que la RFA possédait des caractéristiques uniques lui permettant de compenser ses faiblesses¹⁵. Las, cet espoir devait être déçu, aucune recherche ne parvenant à isoler l'existence d'une institution qui serait tellement supérieure à son pendant anglo-saxon qu'elle expliquerait à elle seule la croissance allemande théoriquement anormale¹⁶.

Pour expliquer les excellentes performances économiques de la RFA et du Japon, qui lui aussi surperforrait systématiquement les pays anglo-saxons, un consensus assez large¹⁷ s'est stabilisé dans les années 1990 autour de l'idée de complémentarités institutionnelles : chaque institution prise individuellement serait moins efficace que son équivalent libéral, mais les interdépendances formant système leur seraient supérieures¹⁸.

Les entreprises allemandes et japonaises auraient en fait dû souffrir d'un « coût du travail » nettement supérieur¹⁹, de rigidités importantes du marché du travail limitant la possibilité d'adapter la

¹³ Michel ALBERT, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1991.

¹⁴ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, *op. cit.*, p. 108-119.

¹⁵ Mauro GUILLÉN, « Corporate governance and globalization : is there convergence across countries ? », *Advances in international comparative management*, 2000, 13, p. 175-204 pour une revue critique de la littérature à ce sujet.

¹⁶ Sigurt VITOLS *et al.*, *Corporate governance in large British and German companies : comparative institutional advantage or competing for best practice ?*, Londres, Anglo-German foundation for the study of industrial society, 1997.

¹⁷ Depuis les travaux inspirés de l'approche néo-classique, ancrée dans la théorie des jeux de Masahiko Aoki, à l'approche d'économie politique de Peter Hall et David Soskice, voir Masahiko AOKI, *Toward a comparative institutional analysis*, Cambridge, MIT Press, 2001 ; Peter HALL, David SOSKICE (dir.), *Varieties of capitalism : the institutional foundations of comparative advantage*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

¹⁸ Wolfgang STREECK, « Beneficial constraints : on the economic limits of rational voluntarism », in Rogers HOLLINGSWORTH, Robert BOYER, *Contemporary capitalism : the embeddedness of institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

¹⁹ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, *op. cit.*, p. 59.

quantité de main-d'œuvre à la conjoncture (c'est-à-dire de licencier)²⁰ et de marchés financiers moins profonds et moins liquides (peu d'acteurs y participant)²¹. Seulement, malgré ces coûts théoriquement supérieurs du travail et du capital, et en fait grâce à eux, les entreprises s'avéraient en mesure de procéder à des investissements de long terme importants, fondant leur avantage comparatif dans la contrepartie de ces coûts : la stabilité des relations professionnelles entre employeurs et employés ainsi que des relations financières entre entreprises et banques²².

Ces complémentarités institutionnelles se fondaient sur trois caractéristiques qui sécurisaient les investissements des entreprises à long terme en les libérant des incertitudes conjoncturelles qui pesaient sur leurs concurrentes anglo-saxonnes :

(a) L'emploi à vie dont jouissaient *de facto* les salariés allemands et japonais permettait aux entreprises d'investir massivement dans leur main-d'œuvre sans crainte de financer par cela les futurs employés de leurs concurrents.

(b) Les hauts niveaux de salaires représentaient pour les entreprises une « contrainte bénéfique »²³, les forçant à investir dans la compétitivité hors-prix, c'est-à-dire sur la qualité des produits, ce qui était rendu possible par cette main-d'œuvre bien formée et dévouée à l'entreprise.

(c) De grandes banques concentraient le capital et les entreprises nourrissaient avec une unique « Hausbank » des relations de long terme fondées sur un échange mutuellement profitable : un financement bon marché et un secours financier en cas de difficultés en échange d'une loyauté à toute épreuve et de l'engagement à payer des intérêts sur plusieurs décennies²⁴.

²⁰ Steven VOGEL, « The re-organization of organized capitalism », in Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK (dir.), *The end of diversity*, op. cit., p. 306-333.

²¹ Sigurt VITOLS, « From banks to markets : the political economy of liberalization of the German and Japanese financial systems », in Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK (dir.), *The end of diversity*, op. cit., p. 240-261.

²² Gregory JACKSON, « Corporate governance in Germany and Japan : liberalization pressures and responses during the 1990s », in Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK (dir.) *The end of diversity*, op. cit., p. 261-305.

²³ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, op. cit..

²⁴ Richard DEEG, « The State, banks, and economic governance in Germany », *German Politics*, 1993, 2, p. 149-176.

Les performances de l'économie allemande jusqu'à la Réunification s'expliquent donc par l'existence d'un ensemble institutionnel cohérent orienté vers l'accumulation de « capital patient »²⁵, financier ou humain, c'est-à-dire sur des projets d'investissement visant à l'amélioration marginale mais permanente de la qualité des produits et de la productivité afin de compenser le prix du facteur travail.

Une explication similaire était fournie pour les performances japonaises, alors même que les deux pays avaient évidemment connu des trajectoires historiques extrêmement différentes, ne serait-ce que parce que l'un restait un pays en développement tandis que l'autre se mouvait à la frontière technologique depuis la seconde révolution industrielle, basée sur la chimie où excellait l'Allemagne²⁶. À ce moment de la réflexion, il nous faut peut-être insérer un *caveat* : en réalité, l'originalité du Japon est telle qu'il n'est pas certain qu'il soit possible de le comparer à l'Allemagne autrement que par des « parallèles hasardeux », pour le dire comme Sébastien Lechevalier²⁷. Néanmoins, les travaux sur lesquels nous reposons, et notamment les grandes synthèses dirigées par Yamamura et Streeck veillent à ne pas cacher les différences entre les deux pays et à ne pas expliquer le Japon par l'Allemagne mais à multiplier les allers-retours féconds pour illustrer l'existence « d'équivalents fonctionnels »²⁸. En outre, la comparaison des deux pays a nourri la théorie sur les trajectoires de croissance et la diversité du capitalisme et si l'on prend au sérieux l'affirmation de Streeck selon laquelle

si une théorie du capitalisme avancé ne peut rendre compte de l'expérience allemande, il est difficile de traiter cette expérience comme une exception à une règle qui demeurerait néanmoins généralement valable²⁹

il convient alors de ne pas se priver de cette théorisation sur l'Allemagne, même si celle-ci a été formée par comparaison à un Japon stylisé voire

²⁵ John ZYSMAN, *Governments, markets, and growth : financial systems and the politics of industrial change*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

²⁶ Kōzō YAMAMURA, « Confronting the past and the future », *op. cit.*

²⁷ Sur ce point, voir Bernard THOMANN, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, ainsi que sa recension par Sébastien LECHEVALIER, « L'État Providence version japonaise », *La Vie des idées*, 27 juillet 2016.

²⁸ Wolfgang STREECK, Kōzō YAMAMURA (dir.) *The origins of nonliberal capitalism : Germany and Japan in comparison*, Ithaca, Cornell University Press, 2001 ; Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK, *The end of diversity*, *op. cit.*, p. 241-247.

²⁹ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, *op. cit.*, p. 21.

fictif³⁰. Cette comparaison, même si elle est parfois hasardeuse, a surtout contribué à montrer l'existence d'au moins deux dynamiques radicalement différentes de formation et d'accumulation du progrès technique et du capital technique et humain³¹, l'une incarnée par la variété anglo-saxonne du capitalisme, l'autre par la variété germano-japonaise³².

La science économique, quel(s) rapport(s) à l'histoire ?

Les trois caractéristiques listées ci-dessus forment des « faits stylisés » communs aux différentes approches institutionnalistes, qui se distinguent moins dans l'établissement de ces « faits » que dans l'interprétation de leur statut théorique. La notion de « faits stylisés », que l'on doit à Kaldor, définit la manière dont la science économique, au-delà de sa diversité, traite des faits historiques :

Le théoricien, lorsqu'il fait le choix d'une approche théorique particulière, se doit de démarrer avec un résumé des faits qu'il regarde comme importants pour son problème. Puisque les faits, tels qu'ils sont relevés par les statisticiens, sont toujours sujets à des exceptions et des réserves, et pour cette raison sont incapables d'être résumés de manière précise, le théoricien doit, selon moi, être libre de commencer avec un panorama « stylisé » de ces faits – c'est-à-dire de se concentrer sur de grandes tendances, d'ignorer les détails individuels et de procéder avec la méthode du « comme si », c'est-à-dire de construire une hypothèse qui peut rendre compte de ces faits stylisés sans se sentir contraint par l'exactitude historique ou l'exhaustivité des faits ou des tendances ainsi résumés³³.

³⁰ La critique de Wolfgang Streeck pourrait cependant être retournée contre cette réduction du Japon à une variation du modèle allemand pour inciter à étudier pleinement l'originalité japonaise. De la même manière que Wolfgang Streeck estime invalide toute théorie du capitalisme incapable de rendre compte de la trajectoire allemande, on peut estimer que toute théorie incapable d'expliquer les spécificités du capitalisme japonais est problématique. C'est le point de vue développé par Sébastien LECHEVALIER, 2016, *op.cit.*

³¹ Même si les débats actuels autour de la diversité du capitalisme tournent autour de la possibilité que les systèmes libéraux à l'anglo-saxonne ou « coordonnés » à l'allemande ne soient pas les seuls ensembles institutionnels viables et performants. Voir Bruno AMABLE, *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil, 2005 ; Yves TIBERGHEN, *Entrepreneurial States : Reforming Corporate Governance in France, Japan, and Korea*, Ithaca, Cornell University Press, 2007 ; Vivien SCHMIDT, « French capitalism transformed, yet still a third variety of capitalism », *Economy and Society*, 2003, 32, 4, p. 526-554.

³² Wolfgang STREECK, « Varieties of varieties, 'VoC' and the growth models », *Politics & Society*, 2016, 44/2, p. 243-247.

³³ Nicholas KALDOR, « Capital accumulation and economic growth », in Douglas HAGUE, Friedrich LUTZ (dir.), *The Theory of Capital*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1961, p. 177-222.

Il y a consensus sur ces faits eux-mêmes, sur lesquels se fonde l'ensemble des approches qui cherchent à intégrer le cas allemand aux théories de la croissance. En revanche, c'est sur le statut théorique de ces faits stylisés que se focalisent les débats entre les trois grandes écoles institutionnalistes décrites par Hall et Taylor³⁴ sous le nom (a) d'institutionnalisme sociologique, (b) d'institutionnalisme du choix rationnel et (c) d'institutionnalisme historique :

(a) Les complémentarités institutionnelles en Allemagne étaient-elles un accident, dû à un équilibre précaire, né par chance et maintenu par inertie tant que les gains attendus d'un effort de changement ne sont pas suffisamment attractifs³⁵ ;

(b) étaient-elles déterminées par la nature même des institutions qui co-évoluent nécessairement vers un équilibre optimal ;

(c) ou bien était-ce une réponse fonctionnelle à un défi commun à plusieurs pays et dont les contraintes limitent de manière identique les choix disponibles ?

Il ne s'agit pas ici de trancher entre ces trois approches, mais de montrer autour de quels aspects s'articulent les débats sur la trajectoire du capitalisme allemand, en prenant celle-ci comme un exemple éminent de la manière dont l'économie conçoit et utilise l'histoire. La manière dont ces trois approches considèrent les complémentarités institutionnelles au cœur du capitalisme allemand d'après-guerre illustre les différents statuts théoriques accordés aux dynamiques institutionnelles, c'est-à-dire à l'histoire des institutions qui structurent le capitalisme et le rendent viable. Les récentes et brutales transformations du capitalisme allemand posent néanmoins des défis à ces trois approches et renouvellent les débats.

L'institutionnalisme sociologique ou le primat de l'intérêt bien-compris

L'institutionnalisme sociologique sous sa forme contemporaine repose notamment sur les travaux des années 2000 de Thelen, d'Amable et Palombarini ainsi que de Streeck³⁶. Il s'agit donc de l'approche la plus

³⁴ Peter HALL, Rosemary TAYLOR, « Political science and the three new institutionalism », *Political studies*, 1996, 44/5, p. 936-957.

³⁵ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, *op. cit.*, p. 11.

³⁶ Wolfgang STREECK, Kathleen THELEN, *Beyond continuity : Institutional change*

récente, proche de la sociologie critique et qui présente de nombreux points communs avec ce qui se fait dans les autres sciences sociales, d'où le choix de commencer ce panorama à rebours de la chronologie.

Selon cette approche, chaque institution doit être vue comme un champ où se meuvent des groupes sociaux distincts qui cherchent à l'occuper voire à le transformer selon leurs desseins. Les groupes dominants ou aspirant à le devenir cherchent à adapter l'institution aux circonstances (ou à leurs intérêts particuliers en cas de changement du groupe dominant ou de sa composition sociologique). Chaque institution est donc mue indépendamment, suivant les intérêts des groupes la composant, sans qu'ils tiennent compte de l'intérêt des autres institutions et groupes sociaux si celui-ci n'a pas d'effet sur la réalisation du leur³⁷.

Dans le cas allemand, l'équilibre institutionnel extrêmement productif de l'après-guerre résulterait ainsi d'un hasard : celui que les intérêts des acteurs aient concordé si bien et si longtemps³⁸. Il peut être exagéré de parler de hasard car celui-ci résultait aussi de la situation politique de l'après-guerre qui encourageait les acteurs à coopérer, mais il se trouve qu'en RFA plus qu'ailleurs, une telle coopération était dans l'intérêt des acteurs. Dans le régime de croissance fordiste de l'immédiat après-guerre, la redistribution des gains de productivité aux travailleurs était la source d'une croissance stable et relativement durable car les produits des industries nationales trouvaient leurs débouchés naturels dans la consommation de leurs propres employés. Le ralentissement des gains de productivité dans les années 1970 a cependant conduit dans de nombreux pays à une crise du système : d'un côté, les employeurs se refusaient à augmenter les salaires comme par le passé et de l'autre, dans un contexte de forte inflation, les salariés continuaient d'exiger des augmentations de salaires³⁹. En RFA, pays déjà largement exportateur, les organisations syndicales ont très tôt accepté une modération salariale en échange du maintien du niveau d'emploi, modération qui, face à l'envol des prix dans les autres pays développés, renforçait les exportations allemandes et permettait sur le long terme

in advanced political economies, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Bruno AMABLE *et al.*, *L'économie politique du néolibéralisme : le cas de la France et de l'Italie*, Paris, Opusculs du CEPREMAP, 2012.

³⁷ Wolfgang STREECK, Kathleen THELEN, *Beyond continuity*, *op. cit.*, p. 139.

³⁸ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, *op. cit.*, p. 107-108.

³⁹ Voir à ce sujet le nombre de travaux de l'École de la Régulation et récemment Robert BOYER, *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte, 2015, p. 73-74.

une élévation réelle (supérieure à l'inflation) des salaires⁴⁰. En outre, du fait des politiques de formation des firmes, les produits allemands, constamment améliorés, pouvaient se permettre une augmentation des prix sans crainte de la concurrence⁴¹.

Dans d'autres pays, plus orientés vers leur marché intérieur, les entreprises dans un contexte de croissance ralentie cherchaient à saisir des parts de marché à leurs concurrents en diminuant leurs coûts de production. En RFA, ces stratégies à somme nulle étaient découragées (1) par l'interdépendance des entreprises qui avaient tissé de denses réseaux de participations croisées, c'est-à-dire qu'elles détenaient des parts importantes du capital de leurs concurrentes⁴² ; (2) par la participation importante (10 % en moyenne en 1985) de l'une des trois grandes banques commerciales, ou de la banque publique du *Land*, au Conseil de surveillance de toutes les entreprises. Elles-mêmes liées entre elles par un réseau de participations croisées similaire à celui des entreprises, ces grandes banques n'avaient ainsi aucun intérêt à ce que les entreprises poursuivent des stratégies non-coopératives et se concurrencent mutuellement⁴³. Au contraire, elles poussaient à la coordination⁴⁴. Les entreprises se possédant mutuellement et les banques ayant investi massivement dans l'ensemble des entreprises, si l'une était en difficulté, il était rationnel pour ses concurrentes et ses créanciers de l'aider dans sa restructuration pour ne pas subir eux-mêmes des pertes⁴⁵.

Les années 1990 cependant s'accompagnent d'un changement de donne à deux niveaux :

- (a) Au niveau méso-économique, la libéralisation financière des pays anglo-saxons y entraînait des rendements nettement supérieurs à ceux dont pouvaient jouir les banques allemandes, poussant celles-ci (en premier lieu la Deutsche Bank) à lutter

⁴⁰ Katleen THELEN, Ikuo KUME, « The future of nationally embedded capitalism : industrial relations in Germany and Japan », in Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK (dir.), *The end of diversity*, op. cit., p. 261-305.

⁴¹ Wolfgang STREECK, « On the institutional conditions of diversified quality production », in Ergon MATZNER, Wolfgang STREECK (dir.), *Beyond Keynesianism : The Socio-Economics of Production and Employment*, Londres, Edward Elgar, 1991, p. 52.

⁴² Martin HÖPNER, Lothar KREMPEL, « The Politics of the German company network », *Competition and Change*, 2004, 8/4, p. 339-356.

⁴³ Wolfgang STREECK, *The end of diversity*, op. cit., p. 61-78.

⁴⁴ Ulrich WENGENROTH, « Germany : Competition Abroad - Cooperation at Home, 1870-1990 », in Alfred CHANDLER *et al.*, *Big Business and the Wealth of Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 139-175.

⁴⁵ Richard DEEG, « The State, banks, and economic governance in Germany », op. cit.

pour une adoption des pratiques anglo-saxonnes dès le début des années 1980 en délocalisant leurs activités financières à Londres, puis en menaçant de s'y délocaliser entièrement si les marchés financiers allemands restent aussi réglementés⁴⁶. Ce changement de position des élites financières provoque alors la série de lois de libéralisation financière Schröder en 1997-2001⁴⁷.

(b) Au niveau macro-économique, les restructurations des secteurs anciens et l'usage des pré-retraites pour les absorber sans rompre le contrat tacite d'emploi à vie, faisaient planer sur le pays le spectre d'une crise fiscale imminente que la Réunification précipitait. Face aux échecs répétés de négociations pour rééquilibrer ce système qui grevait les finances publiques, le gouvernement promulgue de manière unilatérale les lois Hartz déréglementant le marché du travail⁴⁸.

Les complémentarités institutionnelles ont donc volé en éclats quand deux acteurs majeurs du système allemand traditionnel n'y ont plus trouvé leur compte, à savoir les banques commerciales d'abord, l'État ensuite. Ainsi, les performances élevées de l'Allemagne sur la période 1970-1990 s'expliquent par l'existence d'une convergence des intérêts de tous les acteurs, qui, de plus, détiennent les moyens de se détruire les uns les autres. Cette complémentarité des intérêts n'est pas nécessaire à une forte croissance, comme en témoignent les années 2000 en Allemagne ou la situation des pays anglo-saxons, mais elle permettait, dans le cas allemand, des gains substantiels pour l'ensemble des groupes dominants, ce qui les incitait à conserver ce système plutôt qu'à se battre pour le transformer. À partir des années 1990 en revanche, le différentiel de croissance entre celle obtenue par l'Allemagne avec ce système et celui des pays anglo-saxons devient suffisant pour inciter certains acteurs, et notamment les grandes banques au cœur du système de régulation allemand d'après-guerre, à vouloir que l'Allemagne s'aligne sur le système anglo-saxon.

⁴⁶ Jürgen BREYER, « Pfadabhängigkeit : Über institutionelle Kontinuität, anfällige Stabilität und fundamentalen Wandel », *Schriften aus dem Max Planck-Institut für Gesellschaftsforschung Köln*, 2006, 56.

⁴⁷ Susanne LÜTZ, « From managed to market capitalism ? German governance in transition », *MPIfG Discussion Paper*, 2000, 00(2).

⁴⁸ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism, op. cit.*, p. 58-77.

L'institutionnalisme du choix rationnel ou la mécanique de l'adaptation

L'approche du choix rationnel dont parlent Hall et Taylor et fondée notamment par les travaux de Williamson et North⁴⁹ se distingue de l'école sociologique par le statut théorique accordé aux complémentarités, même s'il existe un échange fécond entre ces deux approches⁵⁰. La prise en compte de la diversité du capitalisme dans cette approche en revanche, et du fait que l'ensemble institutionnel germano-japonais était tout aussi capable d'assurer une croissance forte et stable à long terme, s'est faite par les travaux d'Aoki qui s'appuient sur l'armature théorique de la théorie des jeux. Les faits retenus par ces auteurs ne sont pas différents de ceux que nous avons retracés à grands traits dans la partie précédente. Ils n'expliquent cependant pas la stabilisation des capitalismes allemands et japonais autour de ces institutions complémentaires par le fait que les intérêts des groupes dominants se trouvent avoir été compatibles, mais par le fait qu'ils étaient mécaniquement rendus compatibles par une sélection institutionnelle aussi implacable que la sélection naturelle.

Le postulat de base de cette approche est que les interactions entre les différentes institutions étaient tellement fortes et nécessaires au bon fonctionnement des autres que des choix incompatibles avec ceux des acteurs dominant les autres institutions ne seraient pas rentables et amèneraient à la disparition ou au changement forcé des acteurs portant ces choix incompatibles⁵¹. Dit autrement, il n'y aurait que deux équilibres institutionnels viables et toute variation marginale à cet équilibre conduirait à une sous-efficacité qui éliminerait progressivement les responsables de ce sous-équilibre. C'est d'ailleurs

⁴⁹ Peter HALL, Rosemary TAYLOR, « Political science and the three new institutionalism », *op. cit.*, p. 941-944 pour une revue extensive de cette littérature. Parmi les oeuvres de Williamson et de North, on se référera utilement à Olivier WILLIAMSON, *Markets and Hierarchies*, New York, Free Press, 1975, et *Id.*, *The economic institutions of capitalism*, New York, Free Press, 1985 ; Douglas NORTH, Robert THOMAS, *The rise of the western world*, New York, Cambridge University Press, 1973.

⁵⁰ Il suffit pour s'en convaincre de consulter la bibliographie de l'introduction à la synthèse de Masahiko AOKI *et al.*, *Corporate governance in Japan. Institutional change and organizational diversity*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 43-47, qui cite l'ensemble des auteurs de l'approche sociologique. De même, dans la grande synthèse de Kōzō YAMAMURA, Wolfgang STREECK (dir.) *The end of diversity*, *op. cit.*, p. 365, sur l'Allemagne, on trouve une contribution de Jackson qui appartient au courant du choix rationnel tandis qu'Aoki occupe plus d'une demie page de la bibliographie du livre.

⁵¹ Masahiko AOKI, *Toward a comparative institutional analysis*, *op. cit.*

sur ce point que l'approche en termes de diversité des capitalismes de Hall et Soskice⁵² rejoint l'approche du choix rationnel, alors même qu'elle s'en voulait un dépassement⁵³. Pour ces auteurs, seules deux formes de capitalisme sont viables, la forme coordonnée et la forme libérale, et le choix d'une forme ou de l'autre dépend de la prégnance relative de ces deux principes, qui elle-même dépend des institutions pré- ou extra-capitalistes et de la culture nationale. Dans les deux cas cependant, à moins que le changement ne soit tellement fort que l'ensemble institutionnel concret passe dans le champ d'attraction de l'autre pôle et converge vers celui-ci, le changement sera absorbé de manière à ce que les institutions retrouvent leur fonctionnement complémentaire optimal.

Les similarités fonctionnelles entre le Japon et l'Allemagne se trouvent ainsi expliquées, de même que leur évolution différente des pays libéraux suite à la crise des années 1970, car l'évolution se fait de manière « dépendante au sentier », c'est-à-dire contrainte par les institutions préexistantes⁵⁴. L'effondrement du modèle de ces deux pays et leur libéralisation sont cependant difficilement explicables à moins qu'une immense majorité des acteurs ne se soit transformée du tout au tout. Le choix des banques de s'orienter vers les activités de marché, plus profitables, ne pouvait avoir un impact sur les entreprises allemandes que si toutes les banques se transformaient, ne laissant pas d'autre choix aux entreprises que de se lancer à leur tour sur les marchés financiers pour trouver leur financement. Or, aujourd'hui encore, les entreprises allemandes ne sont guère contraintes d'utiliser les marchés financiers, disposant encore d'autres options de financement (plus de 80% des besoins financiers des entreprises allemandes sont ainsi couverts par l'autofinancement, soit plus de 20 points au-dessus de la moyenne européenne⁵⁵), et pourtant les 20% restants sont, pour de nombreuses firmes, obtenus en faisant usage des marchés⁵⁶. Les entreprises avaient pourtant les moyens – et, au début, la volonté – de ne pas les suivre et auraient pu reporter leurs relations vers les banques coopératives ou

⁵² Peter HALL & David SOSKICE, *Varieties of capitalism*, *op. cit.*

⁵³ C'est bien le sens de la critique des trois courants institutionnalistes de Peter HALL, Rosemary TAYLOR, « Political science and the three new institutionalism », *op. cit.* sur laquelle nous avons construit notre typologie.

⁵⁴ Sur cette notion, voir Jürgen BREYER, « Pfadabhängigkeit », *op. cit.*

⁵⁵ Voir le rapport de la DEUTSCHE BUNDESBANK, *Ergebnissen der Gesamtwirtschaftlichen Finanzierungsrechnung der Deutschen Bundesbank für das Jahr 2008*, Francfort, Statistische Sonderveröffentlichung, 2009, p. 14.

⁵⁶ Gordon CLARK & Dariusz WÓJCIK, *The geography of finance : corporate governance in the global market place*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

les banques publiques régionales⁵⁷ pour celles qui ne les avaient pas déjà choisies. Selon la théorie du changement de l'approche du choix rationnel, les banques commerciales auraient dû ou bien perdre le marché des entreprises allemandes et se reporter entièrement sur les marchés financiers anglo-saxons, disparaissant du capitalisme allemand sans changement pour ce dernier, ou bien revenir à leurs anciennes pratiques.

Initialement, d'ailleurs, les observations étaient cohérentes avec les prévisions du modèle : les grandes entreprises, bien qu'en mesure de se lancer sur les marchés financiers, ont paniqué face aux changements de stratégies des banques commerciales. Pendant des décennies, les entreprises n'avaient pas eu à se soucier du prix de leurs actions, étant financées par crédit, et de ce fait, celles-ci étaient extrêmement bon marché, ce qui les laissait à la merci d'entreprises étrangères⁵⁸. Le rachat du géant Mannesmann par la petite Vodafone a ainsi constitué un traumatisme pour les entreprises allemandes⁵⁹ qui ont alors réagi selon le modèle traditionnel allemand : en augmentant à des niveaux records les participations croisées pour verrouiller le capital, en augmentant la part des grands actionnaires familiaux et en recourant à l'autofinancement qui atteint en 2000 le volume astronomique de 120% des besoins de financement de l'économie⁶⁰.

Il est donc difficile d'expliquer, dans le cadre du modèle du choix rationnel, la rupture que l'on observe dans la première moitié des années 2000, à savoir la dissolution rapide des liens croisés entre grandes entreprises, leur réorientation rapide vers les marchés financiers, mais aussi les tendances à l'hybridation que l'on observe avec, d'un côté, de grandes firmes financiarisées mais conservant des relations professionnelles stables avec des hauts niveaux de salaires ; et, de l'autre, des PME financées par des banques publiques à très long terme,

⁵⁷ Qui distribuent chacune 30% des crédits à l'économie (voir Hella ENGERER, Mechthild SCHROOTEN, « Deutscher Bankensektor im Umbruch. Sparkassen und Genossenschaftsbanken relativ gut positioniert », *Wochenbericht des DIW*, 2004, 71, 24, p. 345-349) et qui, elles, n'ont pas rompu avec l'ancien modèle de la *Hausbank*, parvenant même à obtenir d'être exemptées des lois financières Schröder avec le soutien des gouvernements régionaux (voir Richard DEEG, *Finance capitalism unveiled : banks and the German political economy*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1999).

⁵⁸ Mary O'SULLIVAN, *Contests for corporate control : corporate governance and economic performance in the United States and Germany*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

⁵⁹ Susanne LÜTZ, « From managed to market capitalism », *op. cit.*

⁶⁰ Martin HÖPNER, Lothar KREMPPEL, « The Politics of the German company network », *op. cit.* ; DEUTSCHE BUNDESBANK, *Ergebnissen der Gesamtwirtschaftlichen Finanzierungsrechnung*, *op. cit.*, p. 13.

mais qui privilégient des relations professionnelles plus « libérales » fondées sur un usage assez fort des contrats précaires permis par les lois Hartz, alors même que la stabilité de ces relations constituait le cœur de leur avantage compétitif et qu'elle aurait dû le rester⁶¹.

Pour expliquer ce changement brutal et disruptif, les auteurs de ce courant invoquent souvent l'hypothèse d'une centralité de l'institution financière⁶². Cette thèse est difficilement convaincante puisque dans un premier temps les entreprises allemandes ont trouvé les moyens de résister à ce changement et certaines seulement l'ont embrassé plus tard, selon leurs conditions et leur *timing*. Quant à l'idée que la finance anglo-saxonne aurait attiré à la fois les banques commerciales et les grandes entreprises, on rejoindrait là l'analyse du courant sociologique en termes d'intérêts de groupe et l'on comprendrait mal pourquoi les autres institutions ne se seraient pas transformées ou pourquoi on aurait assisté à des dynamiques d'hybridation.

L'institutionnalisme historique ou Gerschenkron revisité

On peut trouver dans la version gerschenkronienne de l'institutionnalisme historique une approche qui permette de concilier à la fois la dynamique de dépendance au sentier et de coévolution institutionnelle, qui rend bien compte de la stabilité des régimes de croissance dans l'approche du choix rationnel, et la possibilité de disruptions brutales qu'explique l'approche sociologique. Pour Gerschenkron en effet, en économie, le temps est relatif : en termes de croissance, un pays est en avance, en retard ou parallèle à un autre⁶³. Cette conception de l'histoire a une conséquence majeure : elle réintroduit dans les théories de la croissance l'idée de Young que la croissance entraîne des rendements croissants⁶⁴, c'est-à-dire que plus la quantité produite est grande, plus il est possible de spécialiser les travailleurs sur des tâches très précises, ce qui accroît encore la productivité et diminue les coûts de production par unité. Cette idée, somme toute triviale au sens où elle se trouve déjà dans le célèbre exemple de la fabrique d'épingles d'Adam Smith, n'a cependant commencé à faire son chemin

⁶¹ Wolfgang STREECK, *Re-forming capitalism*, op. cit., p. 46-55 et p. 152.

⁶² Peter HALL, David SOSKICE, *Varieties of capitalism*, op. cit., p. 64 ; Masahiko AOKI et al., *Corporate governance in Japan*, op. cit.

⁶³ Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays*, Cambridge, Harvard University Press, 1962.

⁶⁴ Allyn YOUNG, « Increasing returns and economic progress », *The economic journal*, 1928, 38, 152, p. 527-542.

dans les théories de la croissance que dans les années 1980⁶⁵, c'est-à-dire précisément au moment où la question allemande défie les modèles traditionnels de théorie de la croissance.

C'est par ce biais que l'économie institutionnelle s'est emparée de Gerschenkron. Le retard d'un pays par rapport à un autre fait qu'au moment de son « décollage »⁶⁶, celui-ci doit faire face à la concurrence internationale de pays où les coûts de production unitaires sont moindres malgré des salaires plus hauts, car les entreprises de ce pays ont accumulé un capital important et ont tout simplement grossi. Le pays en retard, pour décoller, doit donc être capable de transformer en un temps extrêmement bref des entreprises archaïques et de petite taille en géants, peut-être encore plus petites que leurs rivales, mais en tout cas suffisamment grandes pour que le différentiel de salaires à l'avantage du nouveau venu compense le différentiel de productivité à l'avantage de celui en avance. Ainsi, plus un pays est en retard, plus la quantité de capital à mobiliser d'emblée sur des projets particuliers est importante et nécessite une coordination et/ou une concentration des institutions de financement (une très forte coordination, qui peut théoriquement être assurée par des marchés dotés d'une forte efficacité informationnelle et très performants pour allouer le capital vers les projets les plus rentables, peut suppléer à une forte concentration, et inversement : dans le cas d'un État planificateur de type soviétique, la concentration supplée largement à la coordination).

Cette centralité de la finance dans le capitalisme provient de ce qu'elle en fournit le carburant : le capital lui-même. La contrainte que fait peser le retard d'un pays sur son capital explique que la plupart des pays industrialisés « tardivement », c'est-à-dire après le Royaume-Uni et les États-Unis, que ce soit dans la deuxième vague comme la France ou l'Allemagne, dans la troisième comme le Japon et la Russie ou dans la quatrième comme la Corée et jusqu'à la Chine plus récemment, soient des pays qui appartiennent à la variété coordonnée distinguée par Hall et Soskice⁶⁷. Alors que ces derniers estimaient qu'il était plus aisé

⁶⁵ Paul ROMER, « Increasing returns and long-run growth », *The journal of political economy*, 1986, 94/5, p. 1002-1037 ; Paul KRUGMAN, « Increasing returns and economic geography », *The journal of political economy*, 1991, 99/1, p. 483-499.

⁶⁶ Le terme de « décollage » (« *take-off* ») est lié à Walt ROSTOW, « The stages of economic growth », *The economic history review*, 1959, 12/1, p. 116 alors que Gerschenkron est connu pour sa critique du modèle de Rostow dans Alexander GERSCHENKRON, « The early phases of industrialization in Russia : afterthoughts and counterthoughts », in Walt ROSTOW (dir.), *The economics of take-off into sustained growth*, Londres, Palgrave Mcmillan, 1963.

⁶⁷ Ou en tout cas à la forme étatique que Vivien SCHMIDT, « French capitalism

d'adopter des institutions libérales que des institutions coordonnées, plus exigeantes socialement⁶⁸, l'approche de Gerschenkron permet d'expliquer le choix fréquent de la coordination : il est finalement moins complexe de créer du jour au lendemain une institution gérée administrativement et centralement qu'un marché efficient informationnellement. Il y a peu de pays qui ont rattrapé la frontière technologique occupée par les Anglo-saxons en faisant le choix du libéralisme, à part, peut-être, les anciens dominions britanniques.

C'est en ce sens que Gerschenkron est fonctionnaliste : tous les pays ne présentent pas des institutions remplissant les mêmes fonctions, mais les pays qui ont eu à affronter les mêmes défis en termes de développement doivent établir des institutions qui jouent fonctionnellement le même rôle, ce qui limite les choix. Le fonctionnalisme de Gerschenkron n'implique ainsi ni un déterminisme historique ni l'existence de lois universelles, même si, les bonnes idées voyageant, deux pays proches tendent à s'imiter, comme le montre son exemple des banques universelles, dont la forme moderne s'appuie sur une série d'expériences françaises et allemandes imitant et améliorant ce qui se faisait chez le voisin⁶⁹. Que le choix soit limité de manière identique et que les pays tendent à s'imiter ne signifie cependant pas que le choix soit identique comme l'illustre, en France, le rôle de l'État aux côtés de ces banques universelles dans la coordination et le financement de l'économie, qui, sans être absent, est plus discret en Allemagne, remplacé par les liens inter-entreprises et par des banques bien plus présentes dans la gouvernance des entreprises⁷⁰.

L'approche est fonctionnaliste, au sens où ces institutions sont fonctionnelles : d'autres auraient pu fonctionner, de même qu'une institution *a priori* efficace peut ne pas se mettre en marche si les acteurs refusent de l'intégrer⁷¹. Le choix de la coordination et des grandes banques en Allemagne s'explique par les besoins de concentration du capital au XIX^e siècle pour rattraper le Royaume-Uni, puis dans l'après-guerre pour rattraper les États-Unis. Si la contrainte des rendements croissants a cessé de jouer contre l'Allemagne qui a rattrapé la frontière technologique et qu'il lui est donc possible de bifurquer de ce sentier

transformed », *op. cit.*, et Yves TIBERGHIEU, *Entrepreneurial States*, *op. cit.* distinguent de la forme corporatiste-coordonnée allemande et japonaise mais qui en tout cas n'est pas une forme libérale.

⁶⁸ Peter HALL, David SOSKICE, *Varieties of capitalism*, *op. cit.*, p. 63.

⁶⁹ Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective*, *op. cit.*, p. 353-364.

⁷⁰ Vivien SCHMIDT, « French capitalism transformed », *op. cit.*

⁷¹ Alexander GERSCHENKRON, *An economic spurt that failed*, *op. cit.*

de rattrapage, ces choix continuent néanmoins de peser au sens où les acteurs financiers allemands ne sont pas les mêmes que sur les marchés anglo-saxons. Dans certains *Länder*, comme la Bavière, le Bade-Wurtemberg ou la Basse-Saxe, héritiers de principautés tardivement rattachées à la Prusse, les grandes banques prussiennes étaient moins implantées et de puissantes banques publiques dominaient⁷² et continuent de dominer⁷³. Il demeure possible pour de larges segments industriels de conserver un mode de financement bancaire de long terme⁷⁴. Inversement, les marchés financiers récemment développés restent dominés par les trois grandes banques qui ont conservé des liens très forts avec les entreprises, ce qui leur permet de surperformer systématiquement leurs rivales étrangères sur leur marché national⁷⁵. Pourquoi d'ailleurs les grandes banques allemandes renonceraient-elles à un avantage considérable, issu de décennies de coopération et d'un investissement quotidien avec les firmes locales, afin de jouer *fair-play* face à leurs concurrentes anglo-saxonnes qui cherchent à pénétrer le marché allemand ?

Conclusion

L'Allemagne, par son sentier de croissance extrêmement spécifique, souvent à rebours des autres nations européennes, constitue un défi pour les théories dominantes. Conformément à une démarche fréquente en économie et notamment au sein des théories de la croissance, une analyse fine du fonctionnement et des interdépendances

⁷² Jürgen BERGMANN *et al.*, *Regionen im historischen Vergleich : Studien zu Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 1989.

⁷³ Sur le rôle central des *Länder* allemands et notamment des *Länder* tardivement rattachés à la Prusse, cf. Dariusz WOJCIK, « The Länder are the building blocks of the German capital market », *Regional Studies*, 2002, 36, p. 877-895. Sur l'importance démesurée des banques régionales publiques des *Länder* du Sud et notamment de la Bavière, cf. Hella ENGERER, Mechthild SCHROOTEN, « Deutscher Bankensektor im Umbruch - Sparkassen und Genossenschaftsbanken RELATIV gut positioniert », *Wochenbericht des Deutschen Institutes für Wirtschaft* (DIW), 2004, 71/24, p. 34-349 ou Mechthild SCHROOTEN, « Landesbanken : Rettung allein reicht nicht », *Wochenbericht des Deutschen Institutes für Wirtschaft* (DIW), 2009, 76/24, 390-396. Sur le rôle des banques publiques bavaroises dans le développement du Land dans l'immédiat après-guerre, cf. Stephan HOFMANN, *Industriepolitik und Landesplanung in Bayern 1958-1970*, Thèse de doctorat, Université de la Bundeswehr, Munich, faculté de sciences sociales, 2004. Sur le cas du Bade-Wurtemberg, cf. Gary HERRIGEL, *Industrial constructions : The sources of German industrial power*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

⁷⁴ Gordon CLARK, Dariusz WOJCIK, *The geography of finance*, *op. cit.*

⁷⁵ Harald HAU, « Geographic patterns of trading profitability in Xetra », *European Economic Review*, 2001, 45, p. 751-769.

entre les différents champs institutionnels allemands a fourni une série de faits stylisés. Les approches théoriques institutionnalistes qui se sont attelées à fournir une explication de ces faits se disputent toutefois sur leur raison d'être, ce que nous avons nommé leur « statut théorique ».

Si l'approche du choix rationnel a longtemps pu être considérée comme dominante, que ce soit dans sa version aokienne ou inspirée de Hall et Soskice, car elle était dotée d'un pouvoir explicatif important, les transformations brutales du capitalisme allemand en rupture avec le sentier jusqu'alors emprunté par le pays constitue un défi théorique pour cette approche. L'approche sociologique dispose quant à elles d'une forte capacité explicative pour le changement, mais son idée que l'étendue de la coordination en Allemagne était le résultat de conditions très particulières apparaît peu convaincante vue la récurrence de formes élevées de coordination dans l'histoire. L'approche gerschenkronienne, certes plus ancienne, dispose à cet égard d'une plus grande flexibilité qui permet de réarticuler le fonctionnalisme de l'approche du choix rationnel sans en faire le résultat d'une mécanique désincarnée. Dans l'approche de Gerschenkron, le changement radical est possible mais s'inscrit dans le cadre des réponses passées à des défis qui n'existent plus, mais qui ont déterminé l'identité des acteurs dominants à un instant t . Le changement, s'il n'est pas dépendant au sentier, n'en est pas moins cumulatif et irréversible. Même financiarisé, même imitant le système anglo-saxon, la trajectoire allemande reste spécifique car ses acteurs dominants ne sont pas les mêmes.